



**Conseil économique
et social**

Distr. LIMITÉE

E/CN.15/1998/L.6
24 avril 1998

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION POUR LA PRÉVENTION DU CRIME
ET LA JUSTICE PÉNALE
Septième session
Vienne, 21-30 avril 1998
Point 5 de l'ordre du jour

**RÉFORME DE LA JUSTICE PÉNALE ET RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS
JUDICIAIRES : MESURES VISANT À RÉGLEMENTER LES ARMES À FEU**

Allemagne, Argentine, Australie, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Canada, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Gambie, Japon, Lesotho, Panama, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo et Zambie : projet de résolution

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

Mesures visant à réglementer les armes à feu aux fins de la lutte contre le trafic illicite de ces armes

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 9 du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, consacrée à la réglementation des armes à feu aux fins de la prévention de la délinquance et de la sûreté publique¹,

Rappelant la session IV.A de sa résolution 1995/27 en date du 24 juillet 1995 et ses résolutions 1996/28 du 24 juillet 1996 et 1997/28 du 21 juillet 1997,

Conscient du fait qu'il est essentiel d'évacuer la peur du crime pour promouvoir la coopération internationale et le développement durable des États, et que le trafic illicite ainsi que l'emploi délictueux des armes à feu sont préjudiciables à la sûreté de tous les États et menacent le bien-être des populations et leur développement économique et social,

¹Rapport du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire, 29 avril-8 mai 1995 (A/CONF.169/Rev.1), chap. I.

Conscient de la nécessité d'améliorer la coopération et l'échange de données et d'autres informations en vue de l'application des lois, et de prendre des mesures de coopération visant à lutter contre le trafic illicite des armes à feu,

Conscient du fait que la suppression et la prévention du trafic illicite international des armes à feu dépend de l'adoption de méthodes efficaces permettant d'identifier les armes à feu et d'en retracer l'origine et de la mise en place d'un régime de licences d'importation, d'exportation et de transit ou d'un régime d'autorisations similaire pour la circulation internationale des armes à feu,

Reconnaissant l'efficacité d'instruments et d'arrangements bilatéraux et multilatéraux pour le renforcement de la coopération internationale, notamment des directives et des réglementations types,

Prenant note avec satisfaction des activités d'organisations régionales comme l'Organisation des États américains qui a terminé en novembre 1997 la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes, la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues qui a élaboré la Réglementation type pour le contrôle de la circulation internationale des armes à feu, de leurs parties et composants ainsi que des munitions, et le Conseil des communautés européennes qui a publié une directive sur la réglementation des armes à feu ²,

Prenant note des recommandations contenues dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux de Nations Unies sur les armes de petit calibre et en particulier celles qui visent à contrôler efficacement les armes à feu dans le processus d'établissement de la paix afin d'empêcher leur entrée sur le marché illicite,

Conscient des résultats de l'Enquête internationale de Nations Unies sur la réglementation des armes à feu ³,

Reconnaissant que les États bénéficieront d'un partage de connaissances techniques et de formation, ce qui aidera les responsables de l'application des lois et de la justice pénale à élaborer des politiques de prévention du crime et à trouver des solutions de nature à empêcher et à lutter contre le trafic illicite et l'utilisation délictueuse des armes à feu,

1. *Se félicite* des résultats de l'Enquête internationale des Nations Unies sur la réglementation des armes à feu et exprime sa gratitude aux États Membres qui ont participé à cette initiative;

2. *Exprime ses remerciements* aux Gouvernements australien, canadien et japonais, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et aux instituts du réseau du Programme des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale pour leurs contributions financières ou en nature, à l'élaboration et à l'application de l'Enquête internationale des Nations Unies sur la réglementation des armes à feu;

3. *Exprime sa gratitude* au Gouvernement slovène qui a accueilli l'atelier régional sur la réglementation des armes à feu en Europe, tenu à Ljubljana du 22 au 26 septembre 1997, au Gouvernement tanzanien qui a accueilli l'atelier régional sur la réglementation des armes à feu en Afrique, organisé à Arusha du 3 au 7 novembre 1997, au Gouvernement brésilien qui a accueilli l'atelier régional sur la réglementation des armes à feu dans les Amériques, tenu à São Paulo du 8 au 12 décembre 1997, et au Gouvernement indien qui a accueilli l'atelier régional sur la réglementation des armes à feu en Asie, organisé à New Delhi du 27 au 31 janvier 1998;

²Directives 91/477/EEC du 18 juin 1991.

³Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.98.IV.2.

4. *Recommande* aux États, compte tenu des considérations susmentionnées, d'œuvrer à l'élaboration d'un instrument juridique international contraignant visant à lutter contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs parties et composants et de leurs munitions, dans le cadre d'une convention des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée;

5. *Invite* les États, lorsqu'ils élaboreront l'instrument juridique international visé au paragraphe 4 ci-dessus, à tenir compte, le cas échéant, de l'opinion des organisations non gouvernementales intéressées et de ses autres parties concernées;

6. *Recommande* aux États, lorsqu'ils élaboreront cet instrument juridique international, de tenir compte de la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes, ainsi que des autres instruments internationaux existants et des initiatives en cours;

7. *Décide* que dans le cadre du groupe intergouvernemental intersessions à composition non limitée, réunissant des experts chargés de rédiger une convention internationale globale sur la criminalité transnationale organisée, il conviendrait d'envisager l'élaboration d'un projet de protocole visant à lutter contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs parties et composants et de leurs munitions, comprenant notamment l'adoption de méthodes efficaces pour identifier et retracer l'origine des armes à feu, ainsi que la mise en place d'un régime de licences d'importation, d'exportation et de transit ou d'un régime d'autorisations similaire pour la circulation commerciale internationale des armes à feu, de leurs parties et composants et de leurs munitions, afin d'empêcher leur détournement aux fins d'une utilisation délictueuse;

8. *Prie* le Secrétaire général de soumettre à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa ... session, un rapport sur l'état d'avancement des travaux visés au paragraphe 7 ci-dessus;

9. *Invite* l'Organisation internationale de police criminelle et d'autres organisations intergouvernementales à faire connaître au Secrétaire général quelle pourrait être leur contribution à la mise au point et à l'instauration d'une coopération technique visant à renforcer l'aptitude des responsables de l'application des lois à lutter contre l'utilisation délictueuse et le trafic illicite des armes à feu et prie le Secrétaire général de faire rapport sur ce sujet à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa neuvième session;

10. *Prie* le Secrétaire général de fournir les moyens logistiques nécessaires pour organiser, appuyer et donner suite aux débats et à l'élaboration du projet de protocole visé au paragraphe 7 ci-dessus et pour établir les rapports visés aux paragraphes 8 et 9 ci-dessus en faisant appel aux ressources existantes ou à des ressources extrabudgétaires.